CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 52.759/4
52.760/4
du 22 janvier 2013

sur

- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale'(52.759/4)

- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'(52.760/4)

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 52.759/4
52.760/4
van 22 januari 2013

over

- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' (52.759/4)

- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' (52.760/4)

Le 18 janvier 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget et des Relations extérieures à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur

- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale'(52.759/4) ;

- un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'(52.759/4).

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 22 janvier 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Gabrielle JOTTRAND, première auditrice.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 22 janvier 2013.

*

Op 18 januari 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over

- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' (52.759/4);

- een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' (52.760/4).

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 22 januari 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Gabrielle JOTTRAND, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 22 januari 2013.

*

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis commune aux deux projets d'arrêté, est la suivante :

> « Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door het gegeven dat in het kader van een annulatieberoep tegen de toekenning van een mandaatfunctie in het gewestelijk openbaar ambt (A. 204.309/VIII-7955), de auditeur in zijn rapport het huidige statuut derwijze interpreteert dat kabinetsmedewerkers niet onder het toepassingsveld van de te wijzigen artikels vallen.
>
> Daargelaten het feit dat deze interpretatie niet strookt met de visie van de Regering, zouden kabinetsmedewerkers bijaldien niet kunnen deelnemen aan de benoemingsprocedures voor de mandaten hoewel zij ontegensprekelijk werkzaam zijn in de publieke sector. Gelet op vele noodzakelijk geplande en reeds lopende selectieprocedures voor de toekenning van mandaten meent de Regering dat met hoogdringendheid elke ambiguïteit, *ab initio*, uit de tekst moet worden ontnomen teneinde de continuïteit van de openbare dienst niet in het gedrang te brengen ».

Cette motivation, telle qu'elle figure dans le préambule du premier projet d'arrêté [1], est la suivante :

> « Considérant que l'article 451*octies* de l'arrêté du 6 mai 1999 réserve l'appel aux candidatures, lors de la première déclaration de vacance des emplois conférés par mandat, aux membres du personnel statutaire et contractuel du secteur public ; que la volonté du Gouvernement était incontestablement d'inclure parmi les bénéficiaires de cette disposition les membres du personnel des cabinets ministériels qui ne sont pas, par ailleurs, membres du personnel statutaire du secteur public ;
>
> Considérant que, dans un rapport rendu dans l'affaire A. 204.309/VIII-7955, l'auditeur du Conseil d'État, tout en considérant que les membres du personnel des cabinets ministériels relèvent incontestablement du secteur public, donne de l'article 45l*octies* susmentionné, une interprétation telle que cette catégorie de personnel pourrait se voir exclue du champ d'application de cette disposition ;
>
> Considérant qu'il y a lieu, dès lors, de modifier sans délai l'article 451*octies* susmentionné afin de lever tout risque d'ambiguïté dans son interprétation qui pourrait compromettre les procédures d'attribution des mandats en cours et porter atteinte á la continuité du service public ;
>
> Considérant que ces circonstances justifient que l'avis de la section de législation du Conseil d'État soit demandé en urgence, en application de l'article 84, § 1er, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'État ; ».

[1] Projet d'arrêté 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale' introduit sous le numéro de rôle 52.759/4.

Cette motivation, telle qu'elle figure dans le préambule du second projet d'arrêté [2], est la suivante :

> « Considérant que l'article 464*octies* de l'arrêté du 26 septembre 2002 réserve l'appel aux candidatures, lors de la première déclaration de vacance des emplois conférés par mandat, aux membres du personnel statutaire et contractuel du secteur public ; que la volonté du Gouvernement était incontestablement d'inclure parmi les bénéficiaires de cette disposition les membres du personnel des cabinets ministériels qui ne sont pas, par ailleurs, membres du personnel statutaire du secteur public ;
>
> Considérant que, dans un rapport rendu dans l'affaire A. 204.309/VIII-7955, l'auditeur du Conseil d'État, tout en considérant que les membres du personnel des cabinets ministériels relèvent incontestablement du secteur public, donne de l'article 451*octies* de l'arrêté du 6 mai 1999 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, qui est identique à l'article 464*octies* susmentionné, une interprétation telle que cette catégorie de personnel pourrait se voir exclue du champ d'application de cette disposition ;
>
> Considérant qu'il y a lieu, dès lors, de modifier sans délai l'article 464*octies* susmentionné afin de lever tout risque d'ambiguïté dans son interprétation qui pourrait compromettre les procédures d'attribution des mandats en cours et porter atteinte à la continuité du service public ;
>
> Considérant qu'en conséquence, les circonstances justifient la demande de l'avis du Conseil d'État en urgence, en application de l'article 84, § 1er, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'État ; ».

La section de législation rappelle que ces dernières motivations auraient dû figurer dans la lettre de demande d'avis proprement dite et être reproduite, de manière identique, dans le préambule des arrêtés en projet, conformément à l'article 84, § 1er, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées.

En tant qu'ils entendraient influer sur les règles applicables à des procédures de sélection qui sont en cours, les arrêtés en projet, qui entreront en vigueur le jour de leur publication au *Moniteur belge* [3], seront inopérants de sorte que l'urgence alléguée est démentie. La même analyse s'applique *a fortiori* à des procédures de sélection qui font déjà l'objet de recours contentieux, notamment devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État.

[2] Projet d'arrêté 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 2002 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale' introduit sous le numéro de rôle 52.760/4.

[3] Article 2 de chacun des arrêtés en projet.

Enfin, en ce qui concerne les procédures de sélection qui, à l'heure actuelle, sont seulement planifiées, la motivation de la demande d'avis ne comporte aucun élément qui, d'une manière suffisamment concrète et pertinente, fait admettre que les dispositions en projet sont à ce point urgentes qu'il faille nécessairement recourir à la procédure visée à l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État et qu'un avis ne pourrait être sollicité dans un délai de trente jours en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées. À cet égard, la simple référence à la continuité du service public ne constitue pas une motivation suffisante [4].

Par conséquent, les demandes d'avis sont irrecevables.

*

[4] Sur les critères d'une demande d'avis dans les cinq jours ouvrables, voir le Rapport annuel 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, onglet « L'institution », pp. 39-41.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de voor de twee ontwerpen gemeenschappelijke brief met de adviesaanvraag als volgt:

> "Het verzoek om spoedbehandeling is gemotiveerd door het gegeven dat in het kader van een annulatieberoep tegen de toekenning van een mandaatfunctie in het gewestelijk openbaar ambt (A. 204.309/VIII-7955), de auditeur in zijn rapport het huidige statuut derwijze interpreteert dat kabinetsmedewerkers niet onder het toepassingsveld van de te wijzigen artikels vallen.
>
> Daargelaten het feit dat deze interpretatie niet strookt met de visie van de Regering, zouden kabinetsmedewerkers bijaldien niet kunnen deelnemen aan de benoemingsprocedures voor de mandaten hoewel zij ontegensprekelijk werkzaam zijn in de publieke sector. Gelet op vele noodzakelijk geplande en reeds lopende selectieprocedures voor de toekenning van mandaten meent de Regering dat met hoogdringendheid elke ambiguïteit, *ab initio*, uit de tekst moet worden ontnomen teneinde de continuïteit van de openbare dienst niet in het gedrang te brengen".

Die motivering, zoals deze gesteld is in de aanhef van het eerste ontwerpbesluit[1], luidt als volgt:

> "Overwegende dat artikel 451*octies* van het besluit van 6 mei 1999 de kandidaatoproep bij de eerste vacantverklaring van betrekkingen die bij mandaat worden toegekend, voorbehoudt voor statutaire ambtenaren en contractuele personeelsleden van de openbare sector; dat het ontegensprekelijk de wens van de Regering was om de personeelsleden van de ministeriële kabinetten, die overigens geen statutaire personeelsleden van de openbare sector zijn, tot de begunstigden van deze bepaling te rekenen;
>
> Overwegende dat, hoewel de personeelsleden van de ministeriële kabinetten onbetwistbaar behoren tot de openbare sector, de auditeur van de Raad van State, in een rapport over de zaak A. 204.309/VIII-7955, bovenvermeld artikel 451*octies* als dusdanig interpreteert dat deze categorie van personeelsleden uitgesloten zou kunnen worden van het toepassingsgebied van deze bepaling;
>
> Overwegende dat derhalve bovenvermeld artikel 451o*cties* onverwijld gewijzigd dient te worden, ter voorkoming van elk risico op ambigue interpretatie ervan, wat de lopende procedures voor de toekenning van de mandaten en de continuïteit van de openbare dienst in het gedrang zou kunnen brengen;
>
> Overwegende dat derhalve, de omstandigheden rechtvaardigen dat het advies van de Raad van State wordt ingewonnen met hoogdringendheid, met toepassing van artikel 84, § 1, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

[1] Ontwerp van besluit tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingediend onder het rolnummer 52.759/4.

Die motivering, zoals deze gesteld is in de aanhef van het tweede ontwerpbesluit[2], luidt als volgt:

> "Overwegende dat artikel 464*octies* van het besluit van 26 september 2002 de kandidaatoproep bij de eerste vacantverklaring van betrekkingen die bij mandaat worden toegekend, voorbehoudt voor statutaire ambtenaren en contractuele personeelsleden van de openbare sector; dat het ontegensprekelijk de wens van de Regering was om de personeelsleden van de ministeriële kabinetten, die overigens geen statutaire personeelsleden van de openbare sector zijn, tot de begunstigden van deze bepaling te rekenen;
>
> Overwegende dat, hoewel de personeelsleden van de ministeriële kabinetten onbetwistbaar behoren tot de openbare sector, de auditeur van de Raad van State, in een rapport over de zaak A. 204.309/VIII-7955, artikel 451*octies* van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 mei 1999 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, dat identiek is aan het voormeld artikel 464*octies*, als dusdanig interpreteert dat deze categorie van personeelsleden uitgesloten zou kunnen worden van het toepassingsgebied van deze bepaling;
>
> Overwegende dat derhalve bovenvermeld artikel 464*octies* onverwijld gewijzigd dient te worden, ter voorkoming van elk risico op ambigue interpretatie ervan, wat de lopende procedures voor de toekenning van de mandaten en de continuïteit van de openbare dienst in het gedrang zou kunnen brengen;
>
> Overwegende dat derhalve, de omstandigheden rechtvaardigen dat het advies van de Raad van State wordt ingewonnen met hoogdringendheid, met toepassing van artikel 84, § 1, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

De afdeling Wetgeving herinnert eraan dat beide motiveringen opgenomen hadden moeten worden in de brief zelf met de adviesaanvraag en op identieke wijze overgenomen hadden moeten worden in de aanhef van de ontworpen besluiten, overeenkomstig artikel 84, § 1, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten.

De ontworpen besluiten die in werking zullen treden de dag van hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*[3], zullen onwerkzaam zijn, in zoverre het de bedoeling zou zijn dat ze een weerslag hebben op de regels die gelden voor de lopende selectieprocedures, zodat de aangevoerde hoogdringendheid ontkracht wordt. Dezelfde analyse geldt *a fortiori* voor de selectieprocedures waartegen reeds een beroep is ingesteld, inzonderheid voor de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

Wat tot slot de selectieprocedures betreft die op dit ogenblik alleen nog maar gepland zijn, bevat de motivering van de adviesaanvraag geen enkel gegeven op grond waarvan op een voldoende concrete en relevante wijze kan worden gesteld dat de ontworpen bepalingen zodanig dringend zijn dat een beroep gedaan moet worden op de procedure bedoeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en dat niet een advies

---

[2] Ontwerp van besluit tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 2002 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ingediend onder het rolnummer 52.760/4.

[3] Artikel 2 van elk van de ontworpen besluiten.

binnen een termijn van dertig dagen kan worden gevraagd, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten. In dat verband is de loutere verwijzing naar de continuïteit van de openbare dienst geen afdoende motivering[4].

Bijgevolg zijn de adviesaanvragen onontvankelijk.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY

[4] Wat betreft de criteria voor een adviesaanvraag binnen een termijn van vijf werkdagen, zie het Jaarverslag 2008-2009, www.raadvst-consetat.be, tab "De instelling", 39-41.